
[Lettre ouverte à la Convention sur les changements climatiques](#)

Étant donné que la Convention sur les changements climatiques se réunira à la fin du mois à Cancún, au Mexique, le WRM est en train de divulguer une lettre ouverte adressée aux délégués gouvernementaux. Par cette lettre, nous souhaitons non seulement dénoncer l'inaction criminelle des gouvernements mais, aussi et surtout, encourager le public à exercer davantage de pression sur eux, afin de les forcer à adopter les mesures nécessaires pour éviter la catastrophe climatique imminente. La lettre ouverte est la suivante :

Conférence des Parties
Convention sur les changements climatiques

Mesdames et Messieurs les représentants des gouvernements,

Comme vous le savez fort bien, le changement climatique est en cours et des millions de personnes – surtout les plus vulnérables – en souffrent les conséquences. Tout indique que le problème s'aggrave à pas de géant. Les causes du réchauffement planétaire sont parfaitement connues, ainsi que les mesures nécessaires pour éviter qu'il ne devienne plus grave et ne touche l'humanité dans son ensemble. Néanmoins, vous savez comme nous que les gouvernements que vous représentez continuent à refuser de faire ce qu'il faudrait pour affronter efficacement le problème.

Il est utile de rappeler que, en 1992, tous les gouvernements du monde se sont engagés, par un accord international, à adopter des mesures pour éviter le désastre climatique. C'est ainsi qu'est née la Convention sur les changements climatiques, que presque tous les gouvernements ont approuvée et signée. Depuis lors, 18 ans ont passé durant lesquels les gouvernements n'ont rien fait, ou presque, pour faire face au problème. C'est dire que, pendant presque deux décades, on a violé l'esprit de la Convention qui visait à éviter que le changement climatique ne se produise. Étant donné les possibles conséquences que cette violation pourrait avoir pour la survie de l'espèce humaine, on peut la qualifier de crime de lèse-humanité.

Bien sûr, nous sommes conscients que les gouvernements n'agissent pas seuls, et que sous leur couvert opèrent de grandes entreprises – d'État ou privées – qui s'enrichissent avec l'exploitation et la vente de combustibles fossiles dont nous savons tous qu'ils sont la cause principale du changement climatique. Nous connaissons aussi le pouvoir de ces entreprises sur bien des gouvernements que vous représentez. Cependant, cela n'exonère pas vos gouvernements de la responsabilité – engagée à la signature de cette Convention – de protéger ce bien commun de l'humanité qu'est le climat de la planète.

Pour la seizième fois, vous allez participer à la Conférence des Parties à la Convention sur les changements climatiques. Les dernières réunions ne sont pas allées au-delà de négociations – sans grand succès – sur des aspects secondaires, sans qu'on se décide à considérer le nœud du problème : l'élimination totale des émissions de combustibles fossiles dans le plus bref délai possible. Tout semble indiquer que la prochaine réunion suivra le même chemin.

Cependant, le monde a encore l'espoir que les gouvernements adopteront les décisions nécessaires pour éviter le désastre climatique, et il est disposé à les appuyer. Pour que cet espoir puisse susciter un tel appui, il faut des signaux clairs d'un changement total d'attitude. Dans cette direction, le principal signal consisterait à placer les combustibles fossiles au centre des débats. Abandonnez la discussion des fausses solutions dont vous êtes devenus de si fervents adeptes (« puits de carbone », « déboisement évité – REDD », « mécanisme de développement propre », « compensation des émissions de carbone », etc.), et centrez vos efforts sur le vrai problème : comment sortir rapidement de l'ère des combustibles fossiles.

Pour commencer à récupérer la crédibilité perdue, vos gouvernements devraient, à Cancún, commencer par s'engager à un arrêt immédiat et permanent de la recherche de nouveaux gisements de combustibles fossiles dans leurs territoires. En même temps, ils devraient s'attacher à rechercher des mécanismes compensatoires pour assurer la non-exploitation des gisements déjà localisés mais pas encore exploités. Finalement, ils devraient fixer des dates concrètes pour la suppression totale desdits combustibles.

Nous sommes conscients que ce qui précède représente un grand défi, mais est-ce trop demander quand ce qui est en jeu n'est rien moins que la persistance de la vie sur la Terre